



POUR PUBLICATION IMMÉDIATE
Le 12 décembre 2011

COMMUNIQUER AVEC : Jeremy Harrison
613 782-8782

Le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, entrevoit une période prolongée de réduction des leviers d'endettement

Toronto (Ontario) – Les économies avancées du globe amorcent une période prolongée de réduction des leviers d'endettement après plusieurs décennies d'accumulation de dettes, a déclaré aujourd'hui le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, soulignant que « si la direction du processus est claire, son envergure et sa rapidité ne le sont pas. Celui-ci pourrait être long et ordonné ou abrupt et chaotique ».

« En général, plus les ménages et les pouvoirs publics recourent à l'effet de levier, moins la capacité de production de l'économie s'accroît et moins le fardeau global de la dette est soutenable en définitive », a indiqué le gouverneur devant un auditoire réunissant les membres de l'Empire Club of Canada et du Canadian Club of Toronto.

Les dettes privées excessives finissent habituellement par aboutir dans le secteur public. « La dette publique de la plupart des économies avancées se trouve donc appelée à dépasser le seuil de 90 % associé historiquement à une croissance économique moins vigoureuse. »

Les leviers d'endettement excessifs sont dangereux, en partie parce que la dette est une forme particulièrement inflexible de financement. Selon le gouverneur, « la dure réalité nous a montré que les marchés financiers sont par nature soumis à des cycles d'expansion et de contraction abruptes et que l'on ne peut pas toujours compter sur eux pour obtenir le bon niveau d'endettement. Il s'agit là de l'un des motifs invoqués pour justifier la réglementation microprudentielle et macroprudentielle ».

Ce n'est pas seulement l'encours de la dette qui importe mais qui le détient. La forte dépendance à l'égard des flux transfrontaliers, en particulier pour financer des dépenses de consommation, est habituellement insoutenable.

Pour restaurer la compétitivité nécessaire, les pays débiteurs d'Europe devront adopter des réformes budgétaires et structurelles; cette responsabilité incombe aux citoyens, aux entreprises et aux gouvernements. « Les banques centrales peuvent seulement créer un pont pour permettre le processus d'ajustement réel; elles ne peuvent pas opérer les ajustements elles-mêmes », a soutenu M. Carney.

Au Canada, l'encours de la dette non financière, c'est-à-dire la dette détenue hors du secteur financier, a augmenté moins que celui des autres pays du G7 au cours des vingt dernières années. Néanmoins, la dépendance de notre économie aux « dépenses des ménages alimentées par l'endettement » doit être réduite et les entreprises canadiennes doivent investir afin d'améliorer leur productivité et d'avoir accès aux marchés émergents en expansion rapide. « Cette situation serait favorable pour les entreprises canadiennes et pour le Canada. En réalité, il s'agit de la seule solution durable », a avancé le gouverneur.

De l'avis de M. Carney, « la vertu relative dont a fait preuve le Canada tout au long du supercycle de la dette nous confère une position privilégiée maintenant que le cycle s'est

inversé. Notre position robuste nous offre la possibilité de procéder aux ajustements nécessaires pour continuer à prospérer dans un contexte de réduction des leviers d'endettement. Cependant, les occasions ne sont valables que si on les saisit ».

La Banque du Canada fait sa part en accomplissant son mandat consistant à garder l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible afin que les entreprises et les ménages canadiens puissent investir et faire des projets d'avenir en toute confiance. Elle collabore aussi avec le gouvernement fédéral pour faire en sorte que les Canadiens puissent compter sur leur système financier de calibre mondial pendant des périodes fastes et moins fastes et en appuyant le plan d'action du G20 parce qu'il sert les intérêts du Canada.